Déclaration des trois sociétés savantes françaises de mathématiques

(Société Française de Statistique (SFdS),

Société de Mathématiques Appliquées et Industrielles (SMAI),

Société Mathématique de France (SMF))

Open Access : mises en garde et effets pervers

24 juillet 2012

Les sociétés savantes de mathématiques (SFdS, SMAI, SMF) tiennent à alerter les pouvoirs publics et la communauté scientifique française sur les effets pervers du modèle de publication scientifique dit *Open Access* dont la presse a récemment parlé à deux occasions : lorsque la Grande Bretagne a décidé que tous les travaux universitaires financés par les contribuables britanniques devraient être disponibles en ligne gratuitement et immédiatement[1], et lorsque l'Union Européenne a adopté une position similaire[2].

Cela semble être une idée généreuse que de rendre accessible gratuitement à tous les résultats des recherches financées par des fonds publics, et certains croient pouvoir se réjouir légitimement de cet appui à l'*Open Access,* qui désignait initialement le fait de mettre les articles scientifiques en libre accès sur internet en les déposant gratuitement sur des serveurs à accès gratuit tels que ArXiv[3] ou, en France, HAL[4] (cette pratique semble être désormais désignée par le nom de *Green Open Access*).

Cette idée généreuse risque malheureusement d'être détournée et pervertie par certains grands éditeurs commerciaux qui cherchent à utiliser cette occasion pour imposer le modèle dit *Gold Open Access* (ou encore *auteur-payeur*), où l'article est mis en ligne en accès libre… après que l'auteur ou son institution de rattachement ait payé à l'éditeur une somme rondelette (pouvant être de l'ordre de 2.000 euros par article) ! C'est le choix fait par le gouvernement britannique.

Ce modèle ne corrige donc nullement le défaut parfois dénoncé du modèle actuel où les contribuables paient deux fois, d'abord en finançant la recherche publique puis en payant les abonnements souscrits par les bibliothèques scientifiques, puisqu'avec le *Gold Open Access*, les

---

[1] voir http://www.lemonde.fr/education/article/2012/07/17/dans-deux-ans-la-recherche-publique-britannique-sera-sur-le-web_1734400_1473685.html

[2] voir http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/12/790&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=fr

[3] serveur maintenu par la Bibliothèque de Cornell University, voir http://arxiv.org/

[4] serveur maintenu par le Centre pour la communication scientifique directe (CCSD) du CNRS, voir http://hal.archives-ouvertes.fr/ ; signalons aussi le serveur Numdam (Numérisation de documents anciens mathématiques) maintenu par l'Unité Mixte de Service Mathdoc (INSMI-CNRS et Université Joseph Fourier de Grenoble, voir http://www.mathdoc.fr/), qui met en ligne en accès libre des documents anciens, voir http://www.numdam.org/

contribuables paieront aussi deux fois, d'abord en finançant la recherche publique puis en payant la publication des articles. De plus ce modèle risque d'accroître les inégalités, les laboratoires bien dotés pouvant permettre à leurs membres de publier dans des revues chères et cotées, alors que les membres de laboratoires moins bien nantis devront se contenter de revues moins prestigieuses. La recherche des financements nécessaires pour publier risque aussi de faire revenir de vieilles habitudes, dont le mandarinat ou le clientélisme, tout en laissant de côté des travaux de premier ordre. Que dire enfin des inégalités qui vont encore se creuser entre les pays qui pourront mettre en place des systèmes de financement et ceux qui n'en auront pas les moyens ?

Il est clair que l'édition scientifique est en pleine mutation, sans que l'on puisse vraiment déterminer quel sera le système de demain. L'internationalisation de la recherche, la multiplication des archives ouvertes, l'abandon progressif du papier au profit de l'électronique, l'amélioration continue de l'accès aux ressources en ligne, la croissance exponentielle du nombre d'articles, les ambitions financières démesurées de certains éditeurs commerciaux et leur politique de vente forcée par des abonnements en bouquets, tous ces facteurs concourent à de profondes modifications du système actuel. On peut imaginer des systèmes de publication différents du système actuel et du *Gold Open Access* qui préservent les intérêts des différents acteurs (auteurs, éditeurs, bibliothèques, laboratoires, organismes financeurs), tout en permettant un accès libre et gratuit à tous, en accord avec la *Déclaration de Berlin*[5], cet accès pouvant éventuellement avoir lieu en mode dégradé (c'est à dire un accès à la version préliminaire de l'article et non à sa version mise au format de la revue par l'éditeur) ou avec une brève période d'embargo après la publication de l'article[6]. La diffusion des résultats scientifiques peut très bien évoluer vers d'autres systèmes que les revues que nous connaissons aujourd'hui[7], mais ces nouveaux systèmes doivent garantir l'accès aux archives sur une longue durée. Enfin tout système a un coût, même modéré, et nécessite une réflexion approfondie. Les auteurs, acteurs principaux de la création scientifique, doivent être associés étroitement à la discussion de ces modèles du futur. Les sociétés savantes françaises de mathématiques sont prêtes à être partie prenante de cette discussion.

Quel que soit l'avenir, et quels que soient les modèles économiques vers lesquels on se dirige, il est urgent que les pouvoirs publics français et la communauté scientifique se mobilisent sur ces questions. Les sociétés savantes de mathématiques alertent les pouvoirs publics français sur les dangers du *Gold Open Access*, tel qu'il risque de se mettre en place dans le modèle adopté en Grande Bretagne. De même, elles les alertent sur la recommandation faite par l'Union Européenne aux états membres de prendre une mesure similaire à celle qu'elle prend en faveur de l'*Open Access*. Si les pouvoirs publics français veulent dans ce contexte prendre une position favorable à l'accès gratuit aux travaux des chercheurs, qu'ils prennent soin de ne pas apporter à leur insu un soutien au modèle extrêmement coûteux et aux effets pervers que proposent certains éditeurs commerciaux.

---

[5] voir http://oa.mpg.de/lang/en-uk/berlin-prozess/berliner-erklarung/

[6] en mathématiques, à l'heure actuelle, un nombre substantiel d'articles sont ainsi disponibles sur des sites (par exemple ArXiv ou Hal, voir notes [3] et [4]) accessibles à tous sans distinction d'origine ni barrière économique.

[7] notons au passage que quel que soit le système adopté, il faut absolument, comme le souhaite de façon unanime la communauté mathématique, que le système actuel d'évaluation par les pairs des articles scientifiques avant leur acceptation (*peer-review*) reste la norme. Ce système repose sur le travail bénévole des scientifiques et assure la qualité des articles publiés.